



Assemblée générale

Distr. générale
23 septembre 1999

Original: français

Cinquante-quatrième session

Point 25 de l'ordre du jour

**Coopération entre l'Organisation des Nations Unies
et l'Organisation internationale de la francophonie**

Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation internationale de la francophonie

Rapport du Secrétaire général

I. Introduction

1. Le présent rapport fait suite à la résolution 52/2 de l'Assemblée générale, en date du 17 octobre 1997, par laquelle l'Assemblée a invité le Secrétaire général, entre autres, à continuer de promouvoir la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT). Le cadre et les modalités de cette coopération ont été énoncés dans un accord de coopération signé le 25 juin 1997 à New York par le Secrétaire général de l'ONU et le Secrétaire général de l'ACCT.

2. Entre-temps, les chefs d'État et de gouvernement des 49 membres de l'ACCT réunis en Sommet à Hanoi le 15 novembre 1997 ont procédé à une réforme institutionnelle et mis en place une nouvelle organisation, l'Organisation internationale de la francophonie (OIF). L'OIF est dirigée par un Secrétaire général, et l'ACCT en devient l'opérateur principal sous le nom d'Agence de la francophonie. Le 18 décembre 1998, par sa décision 53/453, l'Assemblée générale de l'ONU a pris acte de cette transformation et décidé de transférer à l'OIF le statut d'observateur qu'elle avait reconnu à l'ACCT par sa résolution 33/18 du 10 novembre 1978.

3. À l'occasion du Sommet de Hanoi, l'OIF a été dotée d'une charte qui lui assigne pour objectifs d'aider à l'instauration et au développement de la démocratie, à la prévention des conflits, à la promotion de l'état de droit et des droits de l'homme, à l'intensification du dialogue, des cultures et des civilisations, au rapprochement des peuples et au renforcement de leur solidarité par des actions de coopération multilatérale en vue de favoriser l'essor de leurs économies. L'OIF, qui rassemble «les pays ayant le français en partage», entend respecter la souveraineté des États et observer la plus stricte neutralité dans les questions de politique intérieure.

4. Le dispositif institutionnel de l'OIF comprend une instance suprême, le Sommet, qui se réunit tous les deux ans sous la présidence du chef d'État ou de gouvernement du pays hôte; la Conférence ministérielle, qui réunit les ministres des affaires étrangères ou les ministres chargés de la francophonie; le Conseil permanent, composé des représentants personnels des chefs d'État ou de gouvernement; le Secrétaire général, qui est le porte-parole politique et le représentant officiel de la francophonie au niveau international; l'Agence de la francophonie, qui est l'opérateur principal des programmes de coopération culturelle, scientifique, technique, économique et juridique décidés par le Sommet; et l'Assemblée internationale des

parlementaires de langue française, qui est l'Assemblée consultative de la francophonie.

5. L'OIF maintient des missions permanentes d'observation ou de représentation auprès des Nations Unies à New York et à Genève, auprès de l'Union européenne à Bruxelles, et auprès de l'Organisation de l'unité africaine et de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique à Addis-Abeba.

II. Coopération dans le domaine politique au niveau des secrétariats

6. Le champ d'application de l'accord intervenu le 25 juin 1997 entre l'ONU et l'ACCT met les questions politiques au premier rang des domaines de coopération. La transformation de l'ACCT en une organisation régionale – l'OIF – au sens de la Charte de l'ONU a consacré le rôle actif que la francophonie entend jouer en matière de diplomatie préventive, de résolution des conflits, de développement démocratique, de défense des droits de l'homme et de promotion de l'état de droit. Dans tous ces domaines, la coopération entre les deux organisations se déroule en grande partie au niveau de leurs secrétariats respectifs. Elle prend notamment la forme de contacts réguliers sur des dossiers suivis activement par l'ONU et l'OIF, avec des échanges d'informations et d'analyses et des réunions de travail tant entre hauts responsables des deux organisations qu'au niveau des experts.

7. Ainsi, le Secrétaire général de l'OIF a pris l'initiative, dès sa prise de fonction le 1er janvier 1998, d'inviter à Paris pour le 20 mars 1998, Journée internationale de la francophonie, ses homologues des principales organisations régionales et internationales. L'ONU était représentée par le Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix à cette conférence qui avait pour objet de présenter la nouvelle OIF à la communauté internationale et de passer en revue les possibilités de coopération et de synergie entre organisations internationales dans les domaines de la paix, de la sécurité et du développement. La Conférence a réuni l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est, le Commonwealth, la Communauté d'États indépendants, la Communauté des pays de langue portugaise, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Conseil de l'Europe, la Ligue des États arabes, l'Organisation de la Conférence islamique, l'Organisation des États américains (OEA), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Organisation pour la

sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

8. De mon côté, et comme cela m'avait été demandé par l'Assemblée générale au paragraphe 9 de la résolution 52/2, j'ai inclus l'OIF dans la liste des organisations régionales dont j'invite les dirigeants à des réunions périodiques de consultation au Siège new-yorkais de l'Organisation.

9. L'OIF a donc participé pour la première fois à ces réunions biennales les 28 et 29 juillet 1998. La réunion de 1998, qui avait pour thème la coopération pour la prévention des conflits, s'est déroulée avec la participation des dirigeants de 15 organisations régionales ou de leurs représentants et en présence des Présidents de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. J'ai présidé la plus grande partie de la réunion, à laquelle assistaient plusieurs hauts fonctionnaires de l'Organisation et chefs d'agence, dont le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, le Directeur général du Bureau des Nations Unies à Genève, l'Administrateur associé du Programme des Nations Unies pour le développement et les Secrétaires généraux adjoints aux affaires politiques, aux opérations de maintien de la paix, aux affaires humanitaires et aux affaires de désarmement.

10. L'ONU et neuf des organisations régionales représentées ont soumis aux participants, respectivement, un ordre du jour annoté et des documents de travail qui ont permis de guider les délibérations. L'OIF, qui était représentée par son Conseiller spécial auprès du Secrétaire général et son Observateur permanent auprès de l'ONU, a ainsi présenté un document détaillé dans lequel elle expose sa doctrine en matière de prévention des conflits, son dispositif institutionnel et ses principes et priorités en matière de coopération avec les organisations régionales et internationales. Parmi ces principes et priorités figurent notamment le respect de la primauté de l'Organisation des Nations Unies, la création de mécanismes de consultation concertés, la définition préalable de la répartition des tâches afin d'éviter les chevauchements d'activités et les rivalités dans les opérations conjointes, et enfin l'impératif de cohérence entre les actions des organisations régionales et de l'Organisation universelle.

11. L'OIF a également participé, les 10 et 11 décembre à New York, à la réunion de suivi au niveau des experts de la réunion de haut niveau des 28 et 29 juillet. Cette réunion de suivi s'est attachée à discuter 13 projets de modalités pratiques de coopération entre l'ONU et les organisations régionales qui avaient été élaborés par le Département des affaires politiques sur la base des discussions de haut

niveau du mois de juillet précédent. Une synthèse officielle des propositions faites par les différents participants pour la mise en œuvre de ces modalités pratiques a été envoyée le 6 avril 1999 aux organisations régionales concernées. La réunion des 10 et 11 décembre a aussi permis de préparer et distribuer une liste de leurs fonctionnaires faisant office d'agents de liaison en matière de diplomatie préventive et de prévention des conflits. Elle a également permis de dégager des axes et des propositions d'action concertée entre l'ONU et l'OIF en matière de prévention des conflits.

12. En raison du rôle actif qu'elle joue dans les efforts de la communauté internationale pour contribuer au règlement du conflit au Burundi, l'OIF a été invitée à participer à la consultation organisée les 10 et 11 janvier à New York par le Secrétariat et le Gouvernement canadien. Cette consultation, à laquelle participaient également le Président Julius Nyerere, médiateur désigné par la région, une délégation du Gouvernement burundais et des représentants de la communauté des bailleurs de fonds a permis de faire le point sur le processus d'Arusha, sur les besoins humanitaires de la population burundaise, et sur les perspectives de reprise de la coopération pour le développement une fois que les sanctions seraient levées.

13. De même, l'OIF a participé le 20 avril 1999 à la réunion sur la Guinée-Bissau organisée à New York par le Secrétariat en exécution du paragraphe 5 de la résolution 1233 (1999) du Conseil de sécurité, et présidée par le Sous-Secrétaire aux affaires politiques. Cette réunion avait pour objet d'examiner la façon dont la communauté internationale pourrait appuyer la force de maintien de la paix (ECOMOG), déployée en Guinée-Bissau par la CEDEAO. L'OIF a proposé, à cette occasion, de fournir les matériels et logiciels informatiques nécessaires à l'ECOMOG, ainsi qu'une contribution au processus électoral en Guinée-Bissau. L'OIF a également participé à la réunion de suivi organisée par l'ONU à Genève le 5 mai 1999, en présence du Premier Ministre bissau-guinéen et du Secrétaire général de la CEDEAO.

14. En application de l'accord de coopération entre l'ONU et l'OIF et dans l'esprit des réunions mentionnées aux paragraphes 10 et 11 ci-dessus, une délégation de haut niveau de l'OIF est venue à New York pour trois jours de consultations intensives avec le Département des affaires politiques et le Département des opérations de maintien de la paix sur un certain nombre de dossiers d'intérêt commun. Les échanges ont porté d'abord sur le Burundi, la Guinée-Bissau, la République centrafricaine et la République démocratique du Congo, où l'OIF et l'ONU ont mené des activités, et sur le Togo, où l'OIF est présente. Ces échanges venaient en complément des consultations

menées régulièrement avec le Bureau de l'Observateur permanent de l'OIF sur des questions et situations suivies par les deux organisations.

15. La coopération en matière d'assistance et d'observation électorale et le renforcement des capacités africaines de maintien de la paix ont fait l'objet de consultations séparées avec la Division de l'assistance électorale du Département des affaires politiques et avec le Département des opérations de maintien de la paix. L'OIF a notamment participé, sous l'égide de l'ONU, à trois missions d'observation d'élections, le 26 juillet 1998 au Cambodge, les 22 novembre et 13 décembre 1998 en République centrafricaine, et le 27 février 1999 au Nigéria.

16. Le récent Sommet biennal de l'OIF, qui s'est tenu du 3 au 5 septembre 1999 à Moncton, au Nouveau-Brunswick (Canada), était centré sur le thème de la jeunesse. Il m'a donné l'occasion de passer en revue avec le Secrétaire général de l'OIF un certain nombre de questions dont nos deux organisations sont saisies et de rencontrer un certain nombre des personnalités présentes. Le Sommet a en effet réuni des délégations de 55 membres de l'OIF, dont 40 étaient représentés par leur chef d'État ou de gouvernement. Les participants ont adopté une déclaration et un plan d'action qui réaffirment l'engagement de l'OIF en faveur de la paix, de la démocratie, de l'état de droit, du respect des droits de l'homme, de la diversité linguistique et culturelle, de l'éducation, de la coopération économique et des nouvelles technologies de l'information et de la communication (voir A/54/453).

III.

Coopération dans les domaines économique, social et culturel et avec les programmes et fonds des Nations Unies et les institutions spécialisées

17. Outre le domaine politique traité dans les paragraphes 6 à 15 ci-dessus, l'accord de coopération du 25 juin 1997 couvre les questions économiques, sociales, scientifiques et culturelles. Dans le système des Nations Unies, ces questions sont en grande partie traitées par les programmes, fonds et organisations spécialisées, dont plusieurs sont liés à l'OIF par des accords de coopération séparés.

Département de l'information

18. Dans la perspective d'une recherche de nouvelles voies de coopération, l'OIF a intensifié ses contacts, à la fin de 1998, avec le Département de l'information. Les

efforts de l'OIF et du Département ont déjà permis d'établir une coopération pratique fructueuse. En premier lieu, dans le contexte du développement d'Internet en Afrique, le Département de l'information, représenté par sa section de la technologie de l'information, et l'OIF, représentée par l'Institut des nouvelles technologies de l'information et de la formation, ont organisé un séminaire de familiarisation et de formation à Internet en Afrique de l'Ouest francophone. Le séminaire, sur le thème «Internet en tant qu'instrument au service du développement», s'est tenu du 5 au 16 juillet 1999 à Abidjan. Il a regroupé plus d'une vingtaine de responsables de la communication institutionnelle travaillant dans le secteur de l'information et de la communication auprès des ministères de l'éducation, de l'information/communication ou du développement des neuf pays francophones de la région. Les participants ont pu se familiariser avec les ressources offertes par les Nations Unies et par la francophonie sur Internet et se former techniquement à la présentation d'informations en ligne. L'OIF a fourni l'appui financier nécessaire à l'organisation et la tenue du séminaire et le Département de l'information en a assuré la préparation et a délivré l'essentiel des contenus. Un site du séminaire a été réalisé et une liste de discussion a été mise en place. L'organisation de manifestations similaires est à l'étude.

19. Par ailleurs, l'OIF a conclu avec l'ONU un accord sur le financement d'un expert d'un pays en développement francophone, spécialiste des nouvelles technologies de l'information, qui sera mis à la disposition de la Section de la technologie de l'information du Département de l'information.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

20. L'UNESCO a signé avec l'ACCT un accord-cadre dès l'année 1976, auquel s'est ajouté, en 1990, un protocole additionnel créant des mécanismes de coopération permanents sous la forme de commissions mixtes permettant d'harmoniser les interventions des deux organisations chez leurs États membres. Une étroite collaboration s'est instaurée depuis entre les instances de la francophonie et l'UNESCO, et la coopération avec l'OIF s'est accrue pendant la période visée par le présent rapport.

21. L'Association francophone d'amitié et de liaison (France) a ainsi proposé que le Prix Simon Bolivar 1998 de l'UNESCO soit attribué au Secrétaire général de l'Organisation internationale de la francophonie, M. Boutros Boutros-Ghali.

22. L'Agence universitaire de la francophonie a financé la participation de huit universités francophones au Forum

UNESCO-Université et patrimoine qui s'est tenu à Melbourne (Australie) en octobre 1998. De son côté, l'UNESCO a participé au symposium sur le plurilinguisme dans les organisations internationales organisé à Genève, les 5 et 6 novembre 1998, par le Secrétariat général de la francophonie.

23. Dans le cadre de la mise en oeuvre des projets d'histoire générale et régionale, la coopération entre l'Agence de la francophonie, les éditions EDICEF et l'UNESCO a permis de compléter la collection de versions abrégées en français de l'*Histoire générale de l'Afrique*, qui compte huit volumes. L'Agence a également contribué au financement de la publication en question. Des négociations sont en cours avec l'Agence de la francophonie en vue de la publication par la maison d'édition Hachette/EDICEF de la version française des sept volumes de la nouvelle édition de l'*Histoire du développement scientifique et culturel de l'humanité*. L'Agence a aussi contribué financièrement à la publication des titres suivants : *Savoir lire et après : guide pratique illustré pour produire des matériels de lecture pour la postalphabetisation* (1996) et *Droits d'auteur et droits voisins* (1997).

24. Comme à l'accoutumée, l'UNESCO a apporté sa contribution au bon déroulement de la Journée de la francophonie, qui est célébrée tous les ans au siège de l'UNESCO, et qui s'est tenue le 22 mars 1999.

25. L'UNESCO a participé à la première Conférence des ministres de l'économie et des finances de la francophonie (Monaco, 14 et 15 avril 1999), placée sous le thème «Investissement et commerce». La Déclaration de Monaco, adoptée à l'issue de cette conférence, renouvelle des principes dont certains sont similaires à ceux défendus par l'UNESCO.

26. L'Agence de la francophonie a apporté sa collaboration au deuxième Congrès international sur l'enseignement technique et professionnel organisé par l'UNESCO à Séoul du 26 au 30 avril 1999, et à la réunion sur les réformes de l'enseignement secondaire : perspectives et politiques qui s'est tenue au siège de l'UNESCO les 10 et 11 juin 1999. Des représentants des deux organisations se sont rencontrés afin d'envisager le suivi de résolutions prises lors de ces réunions.

27. L'Agence de la francophonie a manifesté son intérêt pour le projet de l'UNESCO de réalisation et de diffusion de l'adaptation de la *Lysistrata* d'Aristophane par le réalisateur Roger Coggio, qui constituera un instrument éducatif et culturel permettant d'encourager la non-violence et de promouvoir le rôle de la femme comme composante essentielle d'une culture de la paix.

28. Deux sessions de formation de formateurs en technologies de l'information et de la communication ont été réalisées avec le concours financier de la France, en coopération avec l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française, à Libreville et à Niamey, entre octobre et décembre 1998.

29. Dans le cadre de la stratégie de l'UNESCO visant à mobiliser de nouveaux partenariats, l'Organisation collabore avec l'Assemblée parlementaire de la francophonie, qui regroupe plus de 59 parlements nationaux issus des cinq continents et qui a un rôle consultatif auprès du Conseil permanent de la francophonie et du Sommet des chefs d'État et de gouvernement. Le 23 avril 1997, le Président de l'Assemblée internationale des parlementaires de langue française (AIPLF, devenue depuis l'Assemblée parlementaire de la francophonie) a visité le siège de l'UNESCO. Par ailleurs, l'UNESCO a participé à la vingt-troisième session ordinaire de l'AIPLF (Luxembourg, 9 juillet 1997); à la Conférence de l'AIPLF sur le bilan de la démocratisation en Afrique (Libreville, 30 mars-2 avril 1998); à la vingt-quatrième session ordinaire de l'AIPLF (Abidjan, 6-9 juillet 1998); et à la vingt-cinquième session ordinaire de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (Ottawa, 5-8 juillet 1999), qui a adopté une recommandation concernant la chaîne éducative francophone et a invité expressément l'UNESCO à s'associer à ce projet.

30. L'UNESCO explore actuellement la possibilité de signer, avec l'OIF, un protocole d'accord permettant le recrutement de jeunes cadres issus de pays en développement, qui seraient pris en charge par l'OIF et mis à la disposition de l'UNESCO pour une durée d'une année. L'UNESCO envisage également la possibilité d'associer l'OIF à l'organisation annuelle du Festival du film contre l'exclusion et pour la tolérance, et à établir une coopération pour la diffusion de matériel pédagogique existant en langue française ainsi que pour la traduction et la diffusion, en français, d'ouvrages publiés dans d'autres langues par l'UNESCO.

31. Un projet commun intitulé «Femmes, jeunes et développement urbain: formation et activités génératrices de revenus dans le cadre de la lutte contre la pauvreté» est également envisagé. S'il aboutit, il pourrait s'intégrer dans l'accord-cadre et le protocole additionnel envisagé avec l'OIF.

32. Sur proposition de l'UNESCO, le thème «Jeunes dans la cité» a été retenu comme thème majeur de la réunion de l'Association internationale des maires francophones, à l'occasion de sa dix-neuvième assemblée générale (Québec, Canada, 1er-3 septembre 1999) et intégré dans le cadre du huitième Sommet des chefs d'État et de gouvernement des

pays ayant le français en partage (Moncton, Nouveau-Brunswick, Canada, 3-5 septembre 1999), auquel l'UNESCO a participé.

Programme des Nations Unies pour le développement

33. Le PNUD a pris note de la décision 53/453 de l'Assemblée générale relative à la succession de l'ACCT par l'OIF, succédant aux droits et obligations découlant de l'accord-cadre de coopération signé avec le PNUD le 2 octobre 1996. Un échange de lettres entre le Secrétaire général de l'OIF et l'Administrateur du PNUD a souligné la volonté commune des deux organisations de resserrer leur coopération tant au niveau de leurs sièges qu'à celui de leurs représentations locales. C'est ainsi qu'une commission mixte OIF-PNUD se tiendra dans le courant du quatrième trimestre de l'année 1999 pour tirer le bilan de trois années de coopération depuis la signature de l'accord-cadre et dégager les lignes directrices d'un partenariat renouvelé et renforcé.

Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

34. Le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a participé à plusieurs programmes mis en œuvre par l'OIF, et notamment fourni des experts chargés de donner des cours dans le cadre de programmes de formation de l'OIF. Le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Mme Mary Robinson, a rencontré le Secrétaire général de l'OIF au siège de l'OIF à Paris le 8 juin 1999. Leurs entretiens ont notamment porté sur les moyens de resserrer la coopération entre les deux institutions et de renforcer l'application du mémorandum d'accord qui les lie. Il est à noter que l'OIF, par le biais de sa mission permanente d'observation à Genève, a suivi les délibérations des cinquante-troisième et cinquante-quatrième sessions de la Commission des droits de l'homme. La francophonie a fait savoir qu'elle considérerait comme prioritaires les dossiers du droit au développement et de la Conférence mondiale contre le racisme prévue pour 2001.

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

35. L'OIF a été étroitement associée au Sommet «Partenaires pour le développement» organisé par la CNUCED à Lyon (France) du 8 au 13 novembre 1998. Le Secrétaire général de l'OIF s'est adressé deux fois, le 8 et le 11 novembre, aux participants au Sommet. Le Secrétaire général de la CNUCED a participé en tant qu'invité d'honneur à

la Conférence des ministres francophones de l'économie et des finances qui s'est tenue à Monaco au mois d'avril 1999. À cette occasion, l'OIF a signé un accord-cadre de coopération avec la CNUCED, dont le premier résultat a été l'organisation d'un séminaire sur l'investissement, le commerce et le développement économique à Évian (France), les 21 et 22 avril 1999.

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

36. Le 26 octobre 1995, l'UNICEF et l'ACCT ont signé un accord-cadre de coopération, et le 1er octobre 1996 les deux organisations ont approuvé un programme de coopération. Elles ont notamment décidé en priorité de mettre en commun leur expertise dans le secteur de l'éducation de base dans les pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Djibouti, Guinée, Haïti, Mauritanie, Sénégal et Viet Nam. Un accent particulier est mis sur l'éducation des jeunes filles et la formation des jeunes femmes des classes les plus défavorisées. Un effort constant est fait pour assurer la pertinence des programmes et outils pédagogiques par rapport à l'environnement social et culturel spécifique de chaque pays.

37. Les projets bénéficient de l'approche globale de la problématique enfance-jeunesse-femmes qui a toujours distingué la coopération entre l'ACCT et l'UNICEF, et qui permet une meilleure intégration de l'ensemble des secteurs sociaux pour un impact mesurable sur les groupes les plus vulnérables.

38. Enfin, la présente coopération entre l'OIF et l'UNICEF reste marquée par la permanence du plaidoyer en faveur du respect des obligations créées par la Convention relative aux droits de l'enfant, dans les pays en développement comme dans les pays développés.

Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

39. L'UNITAR collabore avec l'OIF par l'intermédiaire de l'Agence de la francophonie dans la mise en oeuvre de plusieurs projets, dont les suivants :

a) Programme de formation à la fonction publique internationale ACCT/Institut international d'administration publique/Institut des relations internationales du Cameroun/UNITAR, qui s'adresse spécifiquement aux fonctionnaires nationaux provenant de ministères spécialisés des pays francophones en développement et d'Europe centrale. Ce programme, qui couvre une période de formation de sept mois, vise à familiariser les participants avec l'administration publique internationale et les mécanismes multilatéraux. Il leur offre également une

connaissance pratique du fonctionnement des organisations internationales. L'enseignement se déroule à Yaoundé, Paris et Genève, pendant une période de quatre mois. Il est complété par des stages pratiques de trois mois dans des organisations internationales;

b) Réalisation de la version française du cédérom «Internet au Sud». Conçu comme une bibliothèque, ce cédérom contient une base documentaire et pédagogique sur différentes thématiques de la société de l'information : la technique, les infrastructures, le droit, les enjeux pour les pays du Sud;

c) Organisation conjointe d'un programme de consolidation des capacités nationales en technologie de l'information. Ce programme comprend deux volets : des sessions techniques et des sessions de formation à la gouvernance et à la vie associative de l'Internet. Les formations ont lieu en Afrique francophone.

IV. Participation à des conférences sous l'égide de l'ONU

40. Depuis mon dernier rapport à l'Assemblée générale sur la coopération entre l'ONU et l'OIF, cette dernière a été représentée à de nombreuses conférences et réunions organisées sous l'égide de l'ONU. Outre celles qui ont été mentionnées dans les paragraphes précédents, il convient de signaler la préparation de la Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour pénale internationale, qui s'est tenue à New York et à Rome en juin et juillet 1998; la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'enseignement supérieur, qui s'est tenue à Paris le 6 octobre 1998; la sixième session, au niveau ministériel, de la Commission du développement durable; l'Organe préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la lutte commune contre le problème mondial de la drogue, en juin 1998; le Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale concernant le développement social, prévue pour l'an 2000; la réunion ministérielle de suivi, en septembre 1998, de la Conférence internationale des démocraties nouvelles ou rétablies qui s'était réunie à Bucarest en 1997; la Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, en mai 1998; la quatre-vingt-sixième session de la Conférence internationale du travail en juin 1998; et diverses réunions de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle à Genève.

V. Observations

41. La coopération entre l'ONU et l'OIF couvre un nombre croissant de domaines d'activité sur lesquels les deux organisations ont un intérêt commun. Elle est marquée par un intense souci de complémentarité et par une saine conscience de leurs avantages comparatifs respectifs. La multiplication des contacts personnels et des séances de travail entre fonctionnaires de l'ONU et fonctionnaires de l'OIF permet d'envisager une extension et un approfondissement rapides de leur collaboration en vue d'une plus grande efficacité des interventions des deux organisations.
